

Douze mois d'enquête sur la radicalisation djihadiste en Suisse. Près de 80 interviews menées, de nombreux forums et réseaux sociaux surveillés: dans son rapport «Jihadist Radicalization in Switzerland», publié pour le Centre d'études de sécurité de l'EPFZ, Lorenzo Vidino s'est notamment intéressé à la nouvelle génération de djihadistes «nés ou élevés en Suisse», potentiellement dangereux. Nous l'avons rencontré à Milan.

Le Temps: Vous dites que quelques dizaines d'individus sont «activement impliqués dans des actions djihadistes» en Suisse, mais que «plusieurs centaines» en embrassent l'idéologie. Entre «embrasser l'idéologie» et passer à l'acte, le pas est parfois vite fait, non?

Lorenzo Vidino: La frontière entre ces différentes «catégories» est effectivement ténue. Ceux qui embrassent l'idéologie salafiste peuvent passer à l'étape supérieure et se lancer dans la propagande active et le support financier et logistique. Mais la majorité ne passera jamais à l'acte, et il y a aussi ceux qui finiront par abandonner cette idéologie. Un peu comme certains ex-militants communistes qui ont complètement tourné et parlent d'«erreur de jeunesse». On ne devient pas un activiste salafiste prêt à combattre au nom de l'islam du jour au lendemain. Il y a souvent des signes avant-coureurs, comme par exemple une rupture soudaine des liens familiaux.

– Vous dites aussi que l'islam radical est moins présent en Suisse que dans d'autres pays européens, notamment parce que les musulmans y sont plutôt bien intégrés. Est-ce un facteur déterminant? Majd N., le réfugié jordanien parti combattre aux côtés de la milice islamiste des Shebab en Somalie, était plutôt bien intégré...

– C'est juste. Ce serait une illusion de croire que l'intégration est un antidote à la radicalisation. Mais une mauvaise intégration, une marginalisation et un contexte économique difficile peuvent y conduire.

– La première trace concrète d'Al-Qaïda en Suisse remonte à 2003 avec l'affaire Saoud. Mais tous les prévenus ont été blanchis du chef d'accusation de participation à une organisation criminelle...

– Faisons un petit retour en arrière. Pour trouver les premières traces de présence islamiste – mais pas pour autant djihadiste – en Suisse, il faut remonter aux années 60: des membres des Frères musulmans, échappant aux persécutions du régime du président égyptien Gamal Nasser, y ont obtenu l'asile et établi leur QG européen à Genève. Le membre le plus influent était Saïd Ramadan, le père de Hani et Tariq. Mais les Frères musulmans basés en Suisse ne cherchaient dans la majorité des cas pas à «islamiser» les musulmans suisses: ils se concentraient surtout sur leur cause originelle. C'est à partir des attentats du 11 septembre 2001 que les autorités ont commencé à surveiller davantage la scène djihadiste. Et l'affaire Saoud, liée aux attentats de Riyad perpétrés par Al-Qaïda en mai 2003, est bien la première à avoir occupé un tribunal, celui de Bellinzona. Les numéros suisses dans le portable d'un accusé ont mené à un Yéménite de Bienne et l'existence d'un réseau de migrants somaliens recevant de faux papiers suisses du Yémen a pu être établie. Mais ces personnes ont été blanchies. La lutte antiterroriste suisse a ses limites. La récolte de preuves reste très difficile. Seule une poignée d'individus soupçonnés de terrorisme sont passés devant la justice et ces affaires se sont presque toujours finies en queue de poisson.

– Il y a eu l'affaire Achraf ou encore la cellule de Moez Garsallaoui et Malika el-Aroud démantelée à Guin (FR) en été 2004. Le couple propagait de

«L'intégration n'est pas un antidote»

➤ Lorenzo Vidino, spécialiste du salafisme, s'est penché sur la radicalisation en Suisse

la propagande violente sur Internet.

– Ils ont été condamnés en Suisse en 2007 à de petites peines – Garsallaoui a pris 2 ans. En Belgique, ils ont ensuite été condamnés à 8 ans pour avoir recruté pour Al-Qaïda. Malika el-Aroud est toujours emprisonnée à Bruxelles et Garsallaoui, qui avait reçu l'asile en Suisse et avait réussi à fuir, a été tué au Pakistan, où il était devenu une figure d'Al-Qaïda, en octobre 2012 par un drone. Ce couple était un peu l'«icône» du djihadisme suisse.

– Qu'est-ce qui différencie ces musulmans radicaux des jeunes tentés aujourd'hui de partir combattre?

– Les premiers, arrivés dans les années 1990-2000 comme réfugiés, étaient déjà radicalisés, avec des contacts avec des groupes situés hors d'Europe. Dès 2004, 2005, on a assisté à un nouveau phénomène: les djihadistes nés ou élevés en Suisse, dont des convertis, se radicalisant presque seuls, avant d'entrer en contact avec des groupes. Ce phénomène est identique à ce qui se passe ailleurs en Europe.

– «Abu Saad al-Tumisi» est le premier cas publiquement connu de résident suisse parti combattre. Il a été retrouvé mort en Irak, en 2006. Il avait fait une première tentative. Comment expliquer que les autorités, au courant de son premier voyage, ne l'aient pas empêché de repartir?

– Les autorités étaient peut-être au courant, mais il y a toujours ce

problème de preuves. Contrairement aux Etats-Unis, où le seul fait de s'engager dans une lutte armée à l'étranger est un crime, la Suisse ne dispose pas de bases légales aussi précises. Ce cas n'est pas unique. En 2006, la police fédérale fedpol a fait état d'autres résidents suisses, surtout de la région genevoise, partis en Irak. En 2010, le Service de renseignement de la Confédération a évoqué plusieurs cas d'individus partis s'entraîner dans des camps au Pakistan, en Somalie et au Yémen.

«J'ai vu un raid policier depuis le balcon»

Après la Suisse, l'Italie! Tout en continuant à travailler pour le Centre pour les études de sécurité de Zurich à 50%, Lorenzo Vidino enquête aujourd'hui sur les musulmans radicaux en Italie. Titulaire d'une licence en droit de l'Université de Milan, il est parti aux Etats-Unis entre 2002 et 2011, peu après les attentats du 11 septembre 2001. «J'ai très tôt été intéressé par l'islam. En juin 1995, j'ai assisté, depuis le balcon d'un ami à Milan, à un raid policier à la mosquée de la Viale Jenner, soupçonnée de liens avec le terrorisme», souligne le Milanais. «Et pendant la guerre de Bosnie, Milan a, comme Vienne, été un lieu de passage important pour les moudjahidin étrangers.» Surtout, le 11-Septembre a mis en avant l'importance de la cellule de Hambourg, à

laquelle appartenait Mohammed Atta. Il y avait donc un créneau à prendre aux Etats-Unis: s'intéresser à l'organisation des musulmans radicaux en Europe. C'est ce qu'il y a fait en poursuivant sa carrière académique, à l'Université Harvard notamment, ainsi qu'au US Institute of Peace et à la Fletcher School of Law and Diplomacy, où il a accompli un doctorat en relations internationales.

Auteur de trois livres, dont l'un sur les Frères musulmans, il a témoigné devant le Congrès américain et collaboré avec différents think tanks. Père de deux enfants, Lorenzo Vidino, 36 ans, fatigué par les nombreux va-et-vient entre les deux continents, revient vivre en Europe en 2011, grâce au mandat décroché au centre zurichois. **V. de G.**

verti à l'islam mentionné dans le rapport 2010 de fedpol, parti au Pakistan en 2009. Il y a été arrêté trois semaines avant d'être relâché. Il vit aujourd'hui à Zurich. Dans des interviews, «Yassin» n'a pas caché sa sympathie pour les talibans. Mais les autorités n'ont jamais eu de preuves qu'il ait pu participer à des activités violentes. C'est un peu un «doup solitaire», qui a agi en dehors de toute appartenance à un groupe, même s'il semblait avoir de bonnes connexions avec le djihad global.

– Justement: comment ces djihadistes choisissent-ils leur destination pour combattre? Majd, Jordanien, est parti aux côtés des Shebab parce qu'il a rencontré des Somaliens. Il aurait pu partir au Pakistan s'il avait rencontré des Pakistanais, non?

– Dans le phénomène du djihad global, le pays importe peu. Avec la nouvelle génération, c'est souvent une langue nationale qui les relie, davantage que leurs racines. Il n'est pas improbable de voir des Somaliens côtoyer des Bosniaques, et attirer dans leur groupe d'autres étrangers. Le choix des pays se fait aussi en fonction d'un «effet de mode».

– Comment sont-ils recrutés?

– Je n'aime pas parler de recruteurs mais plutôt de «facilitateurs». Aujourd'hui, la radicalisation se fait toujours plus via Internet et moins à travers des mosquées. Le phénomène est plus prononcé en Suisse

alémannique. Des groupes balkaniques y tissent des liens étroits avec la scène salafiste allemande. Je n'ai pas réussi à démontrer des liens précis entre la Suisse romande et des groupes en France. Des résidents suisses participent à des séminaires à l'extérieur et des prédicateurs étrangers salafistes très extrémistes, notamment des Balkans, viennent parfois en Suisse.

– Il n'y aurait donc pas de véritables recruteurs en Suisse?

– Pas au sens de ce que peuvent faire le Hamas ou le LTTE (Tigres de libération de l'Élam tamoul). La dynamique est un peu différente avec les Shebab, qui approcheraient, en Europe, des gens pour tenter de les enrôler. Ce qui est sûr, c'est que malgré le processus souvent individuel pour adopter un islam plus rigoriste, un djihadiste ne part pas à l'étranger tout seul. Il ne frappe pas à la porte d'une agence pour avoir son billet! Il doit au moins être recommandé par quelqu'un. Ces «facilitateurs», qui interviennent à des degrés différents, peuvent être d'anciens combattants, qui étaient par exemple en Afghanistan, en Libye ou en Bosnie, et qui y ont maintenu des contacts. Majd, lui, s'était fait aider par des Somaliens résidant en Suisse.

– Qu'avez-vous vu sur les forums djihadistes et les réseaux sociaux?

– Des Suisses fréquentent ces forums, parfois dans une langue nationale ce qui les rend plus accessibles, et interagissent surtout avec des djihadistes basés en Allemagne, en France et dans les Balkans. Des individus mettent parfois des «like» sous des documents islamistes, tout en postant des photos sexy de Rihanna. Ceux-là ne sont pas vraiment dangereux. C'est autre chose quand ils font de la propagande sous la forme d'appels à la haine. Il y a même des jeunes qui posent avec des armes, parfois celles de l'armée suisse. De la pure provocation? Cela devient préoccupant lorsqu'ils diffusent des scènes de décapitation sur leur profil ou y font figurer des drapeaux d'Al-Qaïda. En 2011, les autorités, alertées par les Allemands, avaient arrêté un Suisse converti, qui avait chatté à propos d'un projet d'attentat sur la base américaine de Ramstein. Il se disait prêt à mettre des explosifs à disposition. Mais aucun explosif n'avait été retrouvé chez lui. Impossible de déterminer si ses intentions étaient réelles ou non.

– Quelles sont les mosquées les plus dangereuses? Celle d'Arrahman, à Bienne, est montrée du doigt, car Majd et Abu Saad l'ont fréquentée et le controversé Nicolas Blancho, leader du Conseil central islamique suisse, y a fait des prêches.

– La Suisse n'a jamais hébergé de mosquée ouvertement djihadiste. La grande majorité rejette l'extrémisme. Mais des groupes de djihadistes gravitent autour de salles de prières privées ou de mosquées qui, comme à Zurich, Bienne ou Berne, prônent un islam rigoriste. A Seebach (ZH), qui attire des prédicateurs salafistes connus, on ne m'a par exemple même pas laissé entrer.

– Nicolas Blancho peut-il influencer des jeunes à prendre les armes pour combattre au nom de l'islam?

– S'il s'agit de combattre dans des régions à majorité musulmane où il pense que les musulmans sont menacés, oui, je pense que cela peut faire partie de sa vision de l'islam.

– Vous répétez souvent dans votre rapport que le djihadisme est «très marginal» en Suisse. Par crainte de représailles ou d'être accusé de provoquer de l'islamophobie?

– Non, c'est vraiment un phénomène très marginal; il faut le dire. C'est un travail très délicat. Nous devons être irréprochables sur le plan juridique. **V. de G. MILAN**



Lorenzo Vidino: «La lutte antiterroriste suisse a ses limites.» MILAN, 23 OCTOBRE 2013